



KPMG SA  
36 Rue Eugène Jacquet  
59700 Marcq en Baroeul

# Association Atinord

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Association Atinord

104 rue Nationale - 7ème Etage 59800 LILLE

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ( private company limited by guarantee ).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
36 Rue Eugène Jacquet  
59700 Marcq en Baroeul

## **ATINORD**

104 rue Nationale - 7ème Etage 59800 LILLE

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de l'Association Atinord,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Atinord relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressée aux membres de l'Assemblée Générale.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq en Baroeul, le 25 juin 2025

KPMG SA

Jocelyn SCAMPS

Associé

**ATINORD**

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels  
Exercice clos le 31 décembre 2024

A C T I F		Arrêté au 31/12/2024			31/12/2023
		Durée 12 mois			12 mois
		BRUT	AMORT/PROV	NET	NET
Actif Immobilisé					
Immobilisations Incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruits					
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs		85 620,66	-85 620,66		14 504,26
Autres Immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations Corporelles					
Terrains		211 947,40	-12 885,57	199 061,83	199 061,83
Constructions		5 277 447,17	-3 213 640,26	2 063 806,91	2 264 241,89
Autres immobilisations corporelles		681 741,48	-450 671,36	231 070,12	367 766,80
Avances et acomptes		118 510,81		118 510,81	2 827,61
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations Financières					
Participations et Créances rattachées		8 814,25		8 814,25	8 799,25
Autres immobilisations financières		33 717,34		33 717,34	32 616,14
TOTAL I		6 417 799,11	-3 762 817,85	2 654 981,26	2 889 817,78
Comptes de Liaison					
Comptes de Liaison					
TOTAL II					
Actif Circulant					
Stocks et en cours					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances					
Créances redevables usagers et comptes rattachés					
Créances reçues par legs ou donations					
Autres		93 363,82		93 363,82	66 481,24
Valeurs mobilières de placement					
Valeurs mobilières de placement					
Instruments de trésorerie					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités					
Disponibilités		5 308 935,95		5 308 935,95	4 698 420,78
Charges constatées d'avance					
Charges constatées d'avance		91 609,94		91 609,94	100 755,77
TOTAL III		5 493 909,71		5 493 909,71	4 865 657,79
Frais d'émission des emprunts					
Frais d'émission des emprunts					
TOTAL IV					
Prime de remboursement des emprunts					
Primes de remboursement des emprunts					
TOTAL V					
Ecart de conversion Actif					
Ecarts de conversion Actif					
TOTAL VI					
TOTAL GENERAL		11 911 708,82	-3 762 817,85	8 148 890,97	7 755 475,57



P A S S I F		Arrêté au 31/12/2024	31/12/2023
		Durée 12 mois	12 mois
<b>Fonds propres</b> <b>Fonds associatifs sans droit de reprise</b> <b>Fonds propres avec droit de reprise</b> <b>Ecart de réévaluation</b> <b>Réserves</b> Réserves pour projet de l'entité <b>Report à nouveau</b> Report à nouveau dont report à nouveaux des activité sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée <b>Excédent ou déficit de l'exercice</b> Excédent ou déficit de l'exercice dont Excédent ou déficit de l'exercice à nouveaux des activités sociales & médico-sociales <b>Situation nette (sous-total)</b> Situation nette (sous-total) <b>Fonds propres consommables</b> <b>Subventions d'investissement</b> Subventions d'investissement <b>Provisions réglementées</b> Provisions réglementées		1 982 196,94	1 800 242,62
		988 015,47	1 032 868,45
		628 798,07	137 101,34
		3 599 010,48	2 970 212,41
		117 741,65	149 755,46
		73 961,92	73 961,92
	TOTAL I	3 790 714,05	3 193 929,79
		218 376,56	255 171,72
	TOTAL II	218 376,56	255 171,72
<b>Fonds reportés et dédié</b> <b>Fonds reportés liés aux legs et donation</b> Fonds reportés liés aux legs et donation <b>Fonds dédiés</b> Fonds dédiés			
	TOTAL III		
<b>Comptes de Liaison</b> <b>Comptes de Liaison</b>			
	TOTAL IV		
		9 446,11	9 446,11
<b>Provisions</b> <b>Provisions pour risques</b> <b>Provisions pour charges</b> Provisions pour charges		1 642 881,42	1 445 163,19
	TOTAL V	1 652 327,53	1 454 609,30
<b>Dettes</b> <b>Emprunts Obligataires et assimilés (Titres associatif</b> <b>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</b> Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <b>Emprunts et dettes financières diverses</b> <b>Avances et acomptes sur commandes</b> Avances et acomptes sur commandes <b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b> Dettes fournisseurs et comptes rattachés <b>Dettes des legs ou donations</b> Dettes des legs ou donations <b>Dettes fiscales et sociales</b> Dettes fiscales et sociales <b>Dettes sur immobilisations, comptes rattachés</b> <b>Autres dettes (d'exploitation)</b> Autres dettes (d'exploitation) <b>Instruments de trésorerie</b> Instruments de trésorerie <b>Produits constatés d'avance</b> Produits constatés d'avance		248 127,83	403 427,59
		364 697,74	556 180,18
		1 861 210,20	1 721 247,64
		13 437,06	37 697,81
			133 211,54
	TOTAL VI	2 487 472,83	2 851 764,76
<b>Ecarts de conversion Passif</b> <b>Ecarts de conversion Passif</b>			
	TOTAL VII		
TOTAL GENERAL		8 148 890,97	7 755 475,57

# Compte de résultat

consolidé

Arrêté au :						
31/12/2024		31/12/2023		Variation		
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>Produit d'exploitation</b>						
COTISATIONS	11 023,00	0,09	9 491,50	0,08	1 531,50	16,14
Ventes de biens						
-dont ventes de biens en nature						
Ventes de services	2 045 640,37	16,47	1 761 554,75	14,59	284 085,62	16,13
-dont parrainages						
-dont ventes biens relatives aux activités soc. & médico-so						
<b>Ventes de biens et services</b>	<b>2 045 640,37</b>	<b>16,47</b>	<b>1 761 554,75</b>	<b>14,59</b>	<b>284 085,62</b>	<b>16,13</b>
Concours publics et subvt° exploitation	12 417 691,59	100,00	12 070 739,26	100,00	346 952,33	2,87
Subventions d'exploitation	10 000,00	0,08	10 000,00	0,08		
-dont contributions financières autorités tarifications						
Versements fondateurs ou consommation dotation consommptible						
. Dons manuels						
. Mécénats						
. Legs, donations et assurances-vie						
<b>Versements fondateurs ou consommation dotation consommptible</b>						
Contributions financières						
<b>Produits de tiers financeurs</b>	<b>12 427 691,59</b>	<b>100,08</b>	<b>12 080 739,26</b>	<b>100,08</b>	<b>346 952,33</b>	<b>2,87</b>
Utilisations des fonds dédiés	36 795,16	0,30	50 235,29	0,42	-13 440,13	-26,75
Cotisations 2019						
Autres produits			20,00	0,00	-20,00	-100,00
Reprises/prov. & amort, transf. de charge	494 400,26	3,98	322 343,94	2,67	172 056,32	53,38
-dont complément de rémunération TH						
-dont quote-part de résultat sur opérations en commun						
<b>PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I</b>	<b>15 015 550,38</b>	<b>120,92</b>	<b>14 224 384,74</b>	<b>117,84</b>	<b>791 165,64</b>	<b>5,56</b>
<b>Charges d'exploitation</b>						
Achats de marchandises						
Variation de stocks						
Autres achats et charges externes	1 917 842,57	15,44	1 750 565,96	14,50	167 276,61	9,56
Impôts, taxes et versements assimilés	1 028 726,61	8,28	965 977,58	8,00	62 749,03	6,50
Salaires et traitements	7 367 078,73	59,33	7 148 131,91	59,22	218 946,82	3,06
Charges sociales	3 135 274,54	25,25	3 008 582,42	24,92	126 692,12	4,21
Dotations aux provisions	506 388,47	4,08	328 912,19	2,72	177 476,28	53,96
Dotations aux amortissements	407 583,70	3,28	875 227,63	7,25	-467 643,93	-53,43
Autres charges						
Report en fonds dédiés						
Aides financières						
<b>CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II</b>	<b>14 362 894,62</b>	<b>115,66</b>	<b>14 077 397,69</b>	<b>116,62</b>	<b>285 496,93</b>	<b>2,03</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>652 655,76</b>	<b>5,26</b>	<b>146 987,05</b>	<b>1,22</b>	<b>505 668,71</b>	<b>344,02</b>
<b>Produits financiers</b>						
Produits financiers de participations						
Autres valeurs mob., créances d'actif im.						
Autres intérêts et produits assimilés	2 612,05	0,02	2 389,34	0,02	222,71	9,32
Reprises/provisions et transfet de char						
Différences positives de change						
Produits net/cession des V.M.P						
<b>PRODUITS FINANCIERS TOTAL III</b>	<b>2 612,05</b>	<b>0,02</b>	<b>2 389,34</b>	<b>0,02</b>	<b>222,71</b>	<b>9,32</b>
<b>Charges financières</b>						
Dotattions amort., dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées	1 643,54	0,01	2 092,23	0,02	-448,69	-21,45
Différences négatives de change						
Charges nettes/cessions des V.M.P.						
<b>CHARGES FINANCIÈRES TOTAL IV</b>	<b>1 643,54</b>	<b>0,01</b>	<b>2 092,23</b>	<b>0,02</b>	<b>-448,69</b>	<b>-21,45</b>
<b>RESULTATS FINANCIERS</b>	<b>968,51</b>	<b>0,01</b>	<b>297,11</b>	<b>0,00</b>	<b>671,40</b>	<b>225,98</b>
<b>RESULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS</b>	<b>653 624,27</b>	<b>5,26</b>	<b>147 284,16</b>	<b>1,22</b>	<b>506 340,11</b>	<b>343,78</b>
<b>Produits exceptionnels</b>						
Sur opération de gestion			604,77	0,01	-604,77	-100,00
Sur opération en capital	32 013,81	0,26	32 067,58	0,27	-53,77	-0,17
Reprises/provisions et transfert de char						
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL V</b>	<b>32 013,81</b>	<b>0,26</b>	<b>32 672,35</b>	<b>0,27</b>	<b>-658,54</b>	<b>-2,02</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>						
Sur opération de gestion			41 539,27	0,34	-41 539,27	-100,00
Sur opération en capital	56 840,01	0,46	1 315,90	0,01	55 524,11	4 219,48
Dotation aux amortissements et aux prov.						
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VI</b>	<b>56 840,01</b>	<b>0,46</b>	<b>42 855,17</b>	<b>0,36</b>	<b>13 984,84</b>	<b>32,63</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-24 826,20</b>	<b>-0,20</b>	<b>-10 182,82</b>	<b>-0,08</b>	<b>-14 643,38</b>	<b>143,80</b>

# Compte de résultat

**consolidé**

Arrêté au :		31/12/2024		31/12/2023		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	
Participation des salariés							
PARTICIPATION DES SALARIÉS TOTAL VII							
Impôts sur les bénéfices							
TOTAL VIII							
PRODUITS	15 050 176,24	121,20	14 259 446,43	118,13	790 729,81	5,55	
CHARGES	14 421 378,17	116,14	14 122 345,09	117,00	299 033,08	2,12	
Total XI							
Eng.à réaliser sur ressources affectés							
Rep. ress non utilisées Exe antérieurs							
TOTAL XI							
EXCÉDENT OU DÉFICIT	628 798,07	5,06	137 101,34	1,14	491 696,73	358,64	
dont excédent ou déficit activités sous gestion contrôlée							



# Compte de résultat

**consolidé**

Arrêté au :		31/12/2024		31/12/2023		Variation	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE							
Contributions Produits							
Dons en nature							
Prestation en nature							
Bénévolat							
CONTRIBUTIONS PRODUITS							
Contributions Charges							
Secours en nature							
Mises à disposition gratuite de biens et services							
Prestations en nature							
Personnel bénévole							
CONTRIBUTIONS CHARGES							

## Compte de résultat

**consolidé**

## Liste des structures



Service Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs

2024

# ANNEXE COMPTABLE



*Exercice clos au 31/12/2024*

## Table des matières

1	Objet social.....	5
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées.....	5
3	Description des moyens mis en œuvre.....	5
4	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture .....	7
4.1	Faits caractéristiques de l'exercice.....	7
4.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture .....	8
5	Principes et méthodes comptables .....	8
5.1	Principes généraux .....	8
5.1.1	Changement de méthode comptable .....	8
5.1.2	Changements d'estimation.....	9
5.1.3	Corrections d'erreurs .....	9
5.2	Dérogations .....	9
5.3	Principales méthodes comptables .....	9
6	Informations relatives aux postes du bilan .....	9
6.1	Actif immobilisé .....	10
6.1.1	État de l'actif immobilisé (brut) .....	11
6.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé.....	12
6.1.3	Dépréciations de l'actif immobilisé .....	13
6.1.4	Réévaluation.....	14
6.1.5	Coût d'emprunt.....	14
6.1.6	Frais d'établissement .....	14
6.1.7	Frais de développement .....	14
6.1.8	Donations temporaires d'usufruit.....	14
6.1.9	Fonds commercial .....	15
6.1.10	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés .....	15
6.1.11	Actifs inaliénables .....	15
6.1.12	Informations relatives aux filiales et participations .....	15
6.1.13	Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP) .....	15
6.1.14	Prêts aux partenaires .....	15
6.2	Actif circulant.....	15
6.2.1	Stocks et en cours.....	15
6.2.2	Créances, dont reçues par legs ou donations / dépréciations .....	15
6.2.3	Comparaison VNC et valeur suivant dernier prix de marché.....	15
6.2.4	Précisions sur d'autres créances.....	16
6.3	Tableau des dépréciations de l'Actif .....	16



6.4	Fonds propres.....	17
6.4.1	Tableau de variation des Fonds propres.....	17
6.4.2	Autres informations sur les fonds propres sans droit de reprise (dont dotations non consommables).....	19
6.4.3	Autres informations sur les fonds propres avec droit de reprise.....	19
6.4.4	Ecart de réévaluation.....	19
6.4.5	Réserves, statutaires ou contractuelles, autres, pour projet de l'entité.....	19
6.4.6	Report à nouveau et résultats sous contrôle des tiers financeurs.....	19
6.4.7	L'excédent ou déficit de l'exercice.....	20
6.4.8	Fonds propres consommables (dotations consommables fondations et fonds de dotation).....	20
6.4.9	Subventions d'investissement.....	20
6.4.10	Provisions réglementées.....	20
6.5	Fonds reportés et dédiés.....	20
6.5.1	Fonds reportés liés aux legs ou donations.....	20
6.5.2	Fonds dédiés.....	21
6.6	Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges.....	22
6.6.1	Aménagement du cadre général- Augmentations (colonne B).....	22
6.6.2	Aménagement du cadre général - Diminutions (colonne C).....	23
6.7	Provision pour risques et charges.....	23
6.7.1	Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés.....	23
6.7.2	Provisions pour médaille du travail.....	24
6.7.3	Provisions pour reversement d'une subvention.....	24
6.8	Dettes.....	24
6.8.1	Emprunts et autres dettes assimilés.....	24
6.8.2	Dettes des legs ou donations.....	24
6.8.3	Précisions sur d'autres dettes.....	25
6.9	État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des sûretés réelles, à la clôture de l'exercice.....	25
7	Informations relatives au Compte de résultat.....	26
7.1	Résultats par activité ou établissement.....	26
7.2	Passage du résultat comptable au résultat administratif (gestion sous contrôle de tiers financeurs) et autres informations sur les comptes des établissements sociaux et médico-sociaux.....	26
7.3	Produits du compte de résultat.....	26
7.3.1	Cotisations.....	26
7.3.2	Ventes de biens et de services.....	27
7.3.3	Produits de tiers financeurs.....	27
7.3.4	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges.....	28

7.3.5	Utilisations des fonds dédiés .....	28
7.3.6	Autres produits .....	28
7.4	Charges du compte de résultat .....	29
7.4.1	Achats de marchandises et variation des stocks .....	29
7.4.2	Autres Achats et charges externes.....	29
7.4.3	Aides financières .....	29
7.4.4	Impôts, taxes et versements assimilés .....	29
7.4.5	Salaires et traitements, charges sociales.....	29
7.4.6	Dotations aux amortissements et aux dépréciations .....	29
7.4.7	Dotations aux provisions .....	29
7.4.8	Reports en fonds dédiés .....	30
7.4.9	Autres charges .....	30
7.5	Résultat Financier .....	30
7.6	Résultat Exceptionnel.....	30
7.7	Contributions volontaires en nature du compte de résultat .....	30
7.7.1	Contributions volontaires en nature (Produits) : informations détaillées .....	30
7.7.2	Charges des Contributions volontaires en nature : informations détaillées .....	31
7.8	Autres informations sur la nature, le montant et le traitement de certains produits et charges	31
7.8.1	Produits et charges afférents aux biens destinés à être cédés .....	31
7.8.2	Apports ou affectation de biens en nature isolés ou de numéraire .....	31
7.8.3	Montant détaillé des frais accessoire d'achat non enregistrés dans les comptes de charges par nature prévus à cet effet.....	31
7.9	Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat .....	31
7.10	Autres informations sur certaines contributions volontaires en nature non présentées aux pieds du compte de résultat .....	31
8	Informations relatives à la fiscalité.....	31
9	Opérations non habituelles ou non conclues à des conditions normales .....	31
10	Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants .....	32
10.1	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...).....	32
10.2	Informations concernant les contributions volontaires non renseignées au pied du compte de résultat	32
10.3	Libéralités acceptées par l'association pour lesquels un délai d'opposition administrative existe	32
10.4	Passifs non comptabilisés .....	32
11	Informations relatives à l'effectif.....	32
12	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan .....	33
12.1	Engagements financiers donnés et reçus.....	33

12.1.1	Les engagements de retraites et avantages assimilés .....	33
12.2	Engagements pris en matière de crédit-bail .....	33
12.3	Autres opérations non inscrites au bilan .....	33
13	Informations relatives aux opérations de nature spécifique (informations optionnelles et conditionnées à la réalisation de l'opération) .....	33
14	Information sur l'absence d'obligations d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER) .....	34

## 1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

ATINORD, mandataire judiciaire à la protection des majeurs concernées par les troubles du neuro-développement, des personnes majeures polyhandicapées ou en situation de handicap psychique du département du Nord et la Belgique pour les personnes handicapées françaises, relevant des droits sociaux français, accueillies dans les institutions belges.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

## 2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- D'assurer la représentation et l'assistance de la personne et la sauvegarde des biens des personnes majeures concernées par les troubles du neuro-développement, des personnes majeures polyhandicapées ou en situation de handicap psychique, bénéficiant d'une mesure de protection juridique.
- D'assumer toutes fonctions de protection, notamment en application des dispositions du Titre XI du Code Civil, et de toutes dispositions législatives et réglementaires.
- De contribuer à la prise en compte des besoins des personnes dont elle assure la protection juridique.
- De développer l'accueil, le soutien et/ou le conseil auprès des familles et des tuteurs familiaux.
- De promouvoir la participation des personnes sous protection juridique aux décisions qui les concernent.

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini :

Activité de mandataire judiciaire, cette activité s'est exercée auprès des personnes majeures concernées par les troubles du neuro-développement, des personnes majeures polyhandicapées ou en situation de handicap psychique dans le département du Nord au travers de 10 sites et le siège.

## 3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Investissements
  - o Engagés antérieurement mais terminés durant l'exercice



Designation de l'immobilisation	Date d'achat	Valeur d'achat
INFRASTRUCTURE POUR LOGICIEL ELIPS	31/05/2021	31 320,66
LOGICIEL ELIPS	31/05/2021	37 800,00
ELIPS - MODULE GED	22/11/2021	16 500,00
1 INTERPHONE DK ELECTRIC TOP SERVICES	20/07/2009	962,78
CARRELAGE PLINTHES DK TCE BAT	12/11/2009	5 736,41
PORTE COULISSANTE SECRET LIF LDS	30/10/2009	714,80
AGENCEMENTS BUREAU VAL FBG	09/06/2016	9 694,08
AGENCEMENTS - BAVAY VAL FBG	01/07/2016	30 000,00
INTERPHONIE + BAIE DE BRASSAGE VAL FBG	09/06/2016	5 260,80
FOURNITURE INFRASTRUCTURE BOUYGUES	19/10/2017	30 253,55
TRAVAUX BOUYGUES TELECOM	14/12/2017	2 412,00
ARCHITECTURE RESEAU - BOUYGUES	27/02/2019	41 073,60
SERVEUR SIEGE 96	10/04/2021	17 059,37
IMPRIMANTE CANON SCAN FRONT 400	31/05/2021	3 282,00
TABLETTE SAMSUNG GALAXY TAB S7+	11/10/2021	1 187,52
TELEPHONE IPHONE 13	08/10/2021	1 109,00
26BUR/7TABL/23FAUT/31CAISS/21ARM VAL FBG	16/05/2016	24 635,84

- Engagés et terminés dans l'exercice

Designation de l'immobilisation	Date d'achat	Valeur d'achat
SERVEUR LENOVO SR250 V2 XEON E2356G	15/11/2024	3 958,90
MOBILIER DE BUREAU SIN LE NOBLE	01/12/2024	23 927,35
MOBILIER DE BUREAU VALENCIENNES	01/12/2024	25 110,72

- Engagés dans l'exercice mais non terminés à la clôture :

Designation de l'immobilisation	Date d'achat	Valeur d'achat
MENUISERIE + LECTEUR BADGE CAMBRAI	30/07/2024	15 546,86
BLOC PORTE RDC MAUBEUGE	14/08/2024	2 492,40
PORTE ENTRE VITREE + VOLET MAUBEUGE	30/05/2024	2 827,61
TELEPHONE SAMSUNG S24 ULTRA	16/03/2024	1 589,00
TELEPHONE IPHONE 16 PRO	19/09/2024	1 359,00
BUREAU ERGONOMIQUE CAMBRAI	11/07/2024	1 144,60

- Ressources humaines

- 5 départs en retraite
- Sortie de 2 directeurs de secteur non remplacés.
- La masse salariale est restée stable, le point à 3.93 est inchangé depuis le 1er juillet 2022.
- La prime SEGUR a été généralisée l'ensemble des salariés dans le cadre du « SEGUR pour tous » (66 collaborateurs / 62,72ETP).

- Autres moyens/dépenses engagées

- Formation : le nombre d'heures de formation en lien avec les activités de l'entité s'est élevé à 1384 heures.
- Communication : les communications permettant le suivi d'activité se sont déroulées de manière régulière.

- Entretien général/dépense de fonctionnement : les dépenses de fonctionnement sont dans la continuité des exercices antérieurs.

## 4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

### 4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

- **Une nouvelle hausse de la tarification DGF (Etat et Département) pour + 347 k€**
  - Selon notification en date du 07 novembre 2024, l'Autorité de Tarification retient une DGF à hauteur de 12 418 k€ en 2024 contre 10 071 k€ en 2023, soit une hausse de + 347 k€ ;
  - Cette DGF intègre la réponse à l'appel à projets pour 418 nouvelles mesures soit une augmentation de la dotation de 429 k€.
- L'arrêt du 26 septembre 2024 porte la capacité totale autorisée à 7 288 mesures :
  - Agrément initial de 6 870 mesures (octobre 2010)
  - Appel à projets pour 418 mesures (financement obtenu).
- **Une hausse de la Participation Financière des Majeurs Protégés / Frais de gestion (+ 284 k€)**
  - 2 045 k€ en 2024 contre 1 761 k€ en 2023 (soit + 284 k€ et + 16%) ;
  - Au titre de l'année précédente, impact de :
    - Réorganisation du service avec une centralisation des ressources humaines sur la codification des ressources des MP (5 personnes au lieu de 30) réduisant ainsi le risque d'erreur ;
    - Volumétrie : une hausse du nombre de MP et une gestion plus fine des entrées et des sorties ;
    - Paramétrage réajusté des assiettes dans « Elips » ;
    - Meilleur suivi de la facturation des curatelles simples ;
    - Amélioration du taux de retour des informations liées aux ressources.
  - Au titre de l'année 2024, impact de :
    - La volumétrie : une hausse globale du nombre de personnes protégées accompagnées, 57 personnes soit 7074 personnes au 31/12/2024 contre 7 017 personnes au 31/12/2023.
    - La poursuite de la mise à jour des assiettes de ressources notamment avec le reparamétrage des assurances vie.
- **Immobilisations en cours et sorties d'immobilisations**
  - Le site de Valenciennes a été victime d'un important dégât des eaux nécessitant de gros travaux de remise en état. Des immobilisations non amorties intégralement ont été sorties (valeur nette comptable de 23 k€), une indemnité d'assurance couvre cette charge. En parallèle, les immobilisations en cours s'élèvent à 119 k€, celles-ci résultent des travaux sur le site de Valenciennes, l'achèvement des travaux est prévue début 2025.
  - L'évolution de la téléphonie et de notre mode de travail au cours des dernières années ont nécessité des changements successifs de notre architecture (ligne téléphonique upgradé puis téléphonie via internet). Les travaux non amortis intégralement ne sont plus actifs, d'où une valeur nette comptable de 32,6 k€.
- **Déménagements actés pour les sites de Waziers et Lomme**

- Les déménagements des sites de Waziers et Lomme actés en 2024 ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation des immobilisations corporelles basée sur la VNC (Valeur Nette Comptable) à hauteur de 513 023€ au 31/12/2023. Ces déménagements sont décalés à courant 2025, la provision pour dépréciations a été actualisée au 31/12/2024.
  - pour Waziers, à hauteur de 429 461€ (VNC projetée au 31 août 2025) ; soit une reprise de 40 k€.
  - pour Lomme, à hauteur de 33 764€ (VNC projetée au 31 décembre 2025) ; soit une reprise de 9,5 k€.
- **Souscription d'un emprunt**
  - Souscription d'un emprunt de 778 320€ auprès de la Société Générale débloqué partiellement pour l'acquisition d'un local à Sin le Noble. Celui-ci est débloqué partiellement au 31/12/2024 (92 k€ sur une enveloppe de 778 k€).
- **Charges de personnel (+ 346 k€)**
  - Les salaires bruts progressent de + 226 K€ ;
  - Le salaire brut annuel moyen est égal à 33 482 € contre 33 476 €.
  - Le taux moyen de charges sociales est stable à 43%.
  - Le taux moyen de charges est stable à 12%.
- **Droits à congés/ Arrêts maladie (Congés payés et congés d'ancienneté)**
  - Pour 8 salariés concernés, une provision pour risques de 56 k€ a été actualisée à la baisse, le montant est plafonné à 20 jours de congés payés + 12 jours par an, avec un report de 15 mois.
- **Litiges prud'homaux en cours à la clôture totalisant 337 k€.**
- **Négociation d'un nouvel accord temps de travail signé en mai 2024.**
- **Déclenchement d'une enquête RPS par le CSE pour conséquence l'arrivée d'un DRH de transition en février 2025.**
- **Etablissement d'un baromètre social en décembre 2024.**

## 4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Néant.

# 5 Principes et méthodes comptables

## 5.1 Principes généraux

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

### 5.1.1 Changement de méthode comptable

Notre entité n'a pas effectué de changement de méthode sur cet exercice.

### 5.1.2 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

### 5.1.3 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

## 5.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

## 5.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;
- la comptabilisation à l'actif des coûts de développement et des frais de création de sites internet conformément aux articles 212-3 et 612-1 ;
- la comptabilisation en charges des frais de constitution, de transformation et de premier établissement conformément à l'article 212-9 ;
- la comptabilisation à l'actif des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'actif conformément aux articles 213-8, 213- 22, 221-1 et 222-1.

## 6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci.

La délivrance d'un legs diffère en fonction de chaque catégorie de legs (legs universel, legs à titre universel ou legs particulier), ce qui a pour conséquence des dates d'entrée en jouissance et d'entrée en possession différentes.

La délivrance permet au légataire :

- d'appréhender son legs ;
- d'avoir droit aux fruits ;
- de s'en prévaloir

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés :



- dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres ;
- dans des comptes d'actif par nature pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision ;
- dans le compte « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et qui sont destinés à être cédés.

Une assurance-vie dont l'entité est bénéficiaire est comptabilisée en produit « Assurance-vie » à la date de réception des fonds par l'entité.

Les biens reçus par donations entre vifs sont comptabilisés à la date de signature de l'acte authentique de donation. Si l'acte prévoit des transferts de propriété étalés dans le temps, les biens concernés sont comptabilisés à la date de chaque transfert de propriété.

Il peut s'agir de biens meubles ou immeubles, de biens corporels ou incorporels (tels que des droits : droits d'auteur, etc.).

## 6.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans la condition suivante :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.3.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

### 6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements (b)	A	B	C	D
Rubriques (a)	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	97 055.16	0	11 434.50	85 620.66
Immobilisations corporelles	6 430 906.84	77 956.44	337 727.23	6 171 136.05
Immobilisations financières	32 616.14	1 450.64	349.44	33 717.34
Immobilisations en cours	2 827.61	123 174.87	7 491.67	118 510.81
<b>Total</b>	<b>6 563 405.75</b>	<b>202 581.95</b>	<b>357 002.84</b>	<b>6 408 984.86</b>

#### 6.1.1.1 Aménagement du cadre général - Développement de la colonne B (augmentations)

Ventilation des augmentations					
Augmentations de l'exercice	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles			0		
Immobilisations corporelles			77 956.44		
Immobilisations financières			1 450.64		
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>79 407.08</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

6.1.1.2 Aménagement du cadre général - Développement de la colonne C (diminutions)

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	A destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles					11 434.50
Immobilisations corporelles					337 727.23
Immobilisations financières					349.44
<b>Total</b>	0	0	0	0	349 511.17

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements (b)	A	B	C	D
Rubriques (a)	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice (c)
<b>Immobilisations incorporelles</b>	82 550.90	14 504.26	11 434.50	85 620.66
<b>Immobilisations corporelles</b>	3 086 812.92	393 079.47	265 920.54	3 213 971.85
<b>Immobilisations financières</b>				
<b>Total</b>	3 169 363.82	407 583.73	277 355.04	3 299 592.51

### 6.1.2.1 Aménagement du cadre général - Développement de la colonne B (augmentations)

Augmentations de l'exercice	Ventilation des dotations			
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles		14 504.26		
Immobilisations corporelles		393 079.47		
Immobilisations financières				
<b>Total</b>		407 583.73		

### 6.1.2.2 Aménagement du cadre général - Développement de la colonne C (diminutions)

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions		
	Eléments transférés à l'actif circulant	Eléments cédés	Eléments mis hors service
Immobilisations incorporelles			11 434.50
Immobilisations corporelles			265 920.54
Immobilisations financières			
<b>Total</b>			277 355.04

### 6.1.2.3 Modalités d'amortissements indiquer le taux

Catégories d'immobilisations	Amortissement		Postes du résultat avec dotation		
	Mode	Taux	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Immobilisations incorporelles	linéaire	33.33	14 504.26		
Immobilisations corporelles	linéaire	9.61	393 079.47		
Immobilisations financières	Non applicable				
<b>Total</b>			407 583.73		

### 6.1.3 Dépréciations de l'actif immobilisé

Non applicable.



#### 6.1.3.1 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Non applicable.

#### 6.1.4 Réévaluation

Les compléments de valeur brute et d'amortissements générés suite aux réévaluations par les réévaluations d'immobilisations sont les suivants (en K€)

Non applicable.

	Montant au début de l'exercice		Augmentations		Diminutions		Montant en fin d'exercice		Pour mémoire écart incorporé au capital	
	V. brutes	Amort	V. brutes	Amort	V. brutes	Amort	V. brutes	Amort	V. brutes	Incorp oré capital et transfér é réserve
Terrains										
Constructions										
Installations, matériels										
Participations										
Autres titres immobilisés										
Total										
Total.....										

#### 6.1.5 Coût d'emprunt

Notre entité n'intègre aucun coût d'emprunt à l'actif.

#### 6.1.6 Frais d'établissement

Non applicable.

#### 6.1.7 Frais de développement

Non applicable.

#### 6.1.8 Donations temporaires d'usufruit

Non applicable.

### 6.1.9 Fonds commercial

Sont comptabilisés dans le poste fonds commercial les éléments incorporels du fonds de commerce acquis qui ne font pas l'objet d'une évaluation et d'une comptabilisation séparées au bilan et qui concourent au maintien et au développement du potentiel d'activité de l'entité.

Le fonds commercial est composé principalement de la clientèle, de l'achalandage, de l'enseigne, du nom commercial et, plus largement, des parts de marché

Non applicable.

### 6.1.10 Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés

Les biens provenant de legs ou de donations et destinés à être cédés ne sont pas amortis. En cas de perte de valeur, la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Non applicable.

### 6.1.11 Actifs inaliénables

Non applicable.

### 6.1.12 Informations relatives aux filiales et participations

Non applicable.

### 6.1.13 Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)

Non applicable.

### 6.1.14 Prêts aux partenaires

Non applicable.

## 6.2 Actif circulant

### 6.2.1 Stocks et en cours

Non applicable.

#### 6.2.1.1 Stocks /Coût d'emprunt

Non applicable.

### 6.2.2 Créances, dont reçues par legs ou donations / dépréciations

#### 6.2.2.1 Créances reçues par legs ou donations

Non applicable.

#### 6.2.2.2 Dépréciations

Non applicable.

### 6.2.3 Comparaison VNC et valeur suivant dernier prix de marché

Non applicable.

## 6.2.4 Précisions sur d'autres créances

### 6.2.4.1 Charges constatées d'avance et écart de conversion actif

Les charges constatées d'avance représentent un montant global de 91 610€ et concernent des charges d'exploitation.

A la clôture de l'exercice la variation du poste par rapport à l'exercice précédent s'explique ainsi

- Loyer 16 K€ / 15 K€ l'exercice précédent
- Charges locatives 16 K€ / 7 K€ l'exercice précédent
- Maintenance 5.2 K€ / 13 K€ l'exercice précédent
- Location informatique 53.4 K€ / 0 K€ l'exercice précédent.

## 6.3 Tableau des dépréciations de l'Actif

Non applicable.

## Disponibilités et comptes des personnes protégées

### Disponibilités :

Les disponibilités s'élèvent à 5 308 936€ au 31 décembre 2024.

### Comptes des personnes protégées (encours financiers au 31 décembre 2024)

Le montant cumulé des comptes bancaires individuels détenus par les Majeurs Protégés suivis par Atinord est estimé à 316 821 K€ au 31/12/2024 et correspond à leurs avoirs personnels suite aux mandats de protection prononcés par le juge des tutelles.

Ces comptes sont hors périmètre de l'Association. Ils sont détenus par des établissements bancaires répartis sur le territoire national et plus particulièrement dans le Nord.

## 6.4 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

### 6.4.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	0				0
Fonds propres avec droit de reprise	0				0
Ecart de réévaluation					
Réserves «dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1)»	1 800 243		181 954		1 982 197
Report à nouveau «dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1)»	1 032 868	8 357	168 249	221 459	988 015
Excédent ou déficit de l'exercice «dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1)»	137 101	-137 101	628 798		628 798
<b>Situation nette</b>	<b>2 970 212</b>	<b>-128 744</b>	<b>979 001</b>	<b>221 459</b>	<b>3 599 010</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	149 755			32 014	117 742
Provisions réglementées	73 962				73 692
<b>TOTAL</b>	<b>3 193 929</b>	<b>-128 744</b>	<b>979 001</b>	<b>253 473</b>	<b>3 790 444</b>

- (1) « Précision prévue par l'article 153-1 du règlement ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérée par des PM de DP à but NL applicable aux exercices ouverts à compter du 1/1/2020, exercices pour lesquels l'article 151-1 prévoit « le résultat, le report à nouveau et les réserves des activités sociales et médico-sociales sont présentés séparément au passif (...) sur une ligne spécifique »

#### 6.4.1.1 Fonds propres sans droit de reprise

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les membres de l'entité. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
- Autres apports sans droit de reprise	0			

#### 6.4.1.2 Tableau de variation des fonds propres avec droit de reprise

Les fonds propres avec droit de reprise correspondent à la mise à disposition conditionnelle d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité.

Ce bien est repris par l'apporteur lorsque la condition n'est plus remplie par notre entité bénéficiaire. La convention d'apport fixe les conditions (événement dont la survenance justifie la reprise du bien ou des fonds apportés tel que, par exemple, la dissolution de l'entité) et les modalités de reprise du bien (bien repris en l'état, bien repris en valeur à neuf,...).

En fonction des modalités de reprise, notre entité enregistre le cas échéant, les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations découlant de cette convention.

Non applicable.

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds (propres) statutaires				
Fonds propres complémentaires				
- Autres apports avec droit de reprise				

Sauf précision particulière dans le contrat, les apports avec droits de reprise sont repris par les apporteurs dans l'état où ils se trouveront à la fin du contrat d'apport ou à la dissolution de l'association.

## 6.4.2 Autres informations sur les fonds propres sans droit de reprise (dont dotations non consommables)

### 6.4.2.1 Première situation nette établie

Néant

### 6.4.2.2 Fonds statutaires

Néant

### 6.4.2.3 Autres fonds propres sans droit de reprise

Subvention d'équipement de l'année 1995 totalement amortie, reclassée au compte de report à nouveau.

## 6.4.3 Autres informations sur les fonds propres avec droit de reprise

### 6.4.3.1 Fonds statutaires

Néant

### 6.4.3.2 Autres fonds avec droit de reprise

Néant

## 6.4.4 Ecart de réévaluation

Néant

## 6.4.5 Réserves, statutaires ou contractuelles, autres, pour projet de l'entité.

Les réserves pour projet de l'entité concernent :

-Excédent affecté à l'investissement : 1 071 479€

-Réserves de trésorerie : 400 000€

-Réserves de compensation des déficits : 304 976€

-Réserves de compensation des charges d'amortissement : 205 742€

### 6.4.5.1 Réserves pour projet de l'entité

Le « projet de l'entité », est constitué des différents objectifs fixés par les organes statutairement compétents de l'entité pour réaliser l'objet social rappelé en première partie de cette Annexe.

Ces réserves sont allouées aux missions principales de l'association.

## 6.4.6 Report à nouveau et résultats sous contrôle des tiers financeurs

Le « Report à nouveau sous contrôle de tiers financeur » est constitué des résultats réalisés sur des projets (résultats d'établissements, de programmes) qui sont pris en considération par les organismes de financement pour déterminer le montant des ressources à attribuer pour les exercices suivants. Il fait l'objet d'une ventilation par exercice.

Avant répartition du résultat de l'exercice		
Nature du report	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités propres de l'entité (acquis à l'entité : Fonds Propres)		1 873 500
Résultats affectés des activités sous contrôle de tiers financeurs destinés :		



- Aux exercices antérieurs	62 990	
- A l'exercice		
- Aux exercices ultérieurs		
Résultats non affectés des activités sous contrôle de tiers financeurs		128 744
<b>Solde</b>	<b>62 990</b>	<b>2 002 244</b>

#### 6.4.7 L'excédent ou déficit de l'exercice

Le résultat ne peut être attribué aux membres ou aux fondateurs.

Le résultat de l'exercice se compose de :

- 6 864€, résultat définitivement acquis à l'organisme ;
- 621 934€, résultat sous contrôle de tiers financeurs, « résultat pouvant être repris par un tiers financeur »

#### 6.4.8 Fonds propres consommables (dotations consommables fondations et fonds de dotation)

##### 6.4.8.1 Dotations consommables (fondations et fonds de dotation)

Non applicable.

#### 6.4.9 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention.

Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Notre entité a choisi :

- De reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan.

#### 6.4.10 Provisions réglementées

Cf § 6.6 les tableaux de variations des provisions réglementées et pour risques et charges

### 6.5 Fonds reportés et dédiés

#### 6.5.1 Fonds reportés liés aux legs ou donations

Non applicable.

## 6.5.2 Fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitations							
« Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS (1) »	255 171.72		36795.16	0		218 376.56	
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
<b>TOTAL</b>	<b>255 171.72</b>		<b>36795.16</b>	<b>0</b>		<b>218 376.56</b>	

(1) Ligne supplémentaire prévu à l'article 153-3 du règlement ANC n°2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des PM de DP à but NL aux exercices ouverts à compter du 1/01/2020 ; exercices pour lesquels l'art 152-1 prévoit : « Dans son compte de résultat, l'entité gestionnaire fait apparaître distinctement la part de l'activité sociale et médico-sociales des postes suivants par une subdivision spécifique : (...) les contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales (...) ».

Figurent en fonds dédiés à la clôture de l'exercice les ressources dédiées à des projets définis non totalement utilisés, alors même que le projet est terminé, que l'organe habilité de notre entité a décidé de transférer à un autre projet défini avec l'accord du tiers financeur.

#### 6.5.2.1 Subventions de fonctionnement affectées

Lorsqu'une subvention de fonctionnement inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'entité envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « reports en fonds dédiés » et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés »

Non applicable.

#### 6.5.2.2 Dons manuels

Non applicable.

### 6.6 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

Un tableau des provisions est présenté suivant le cadre général ci-dessous, suivi d'un détail « Aménagement du cadre général » indiquant la ventilation des dotations et des reprises.

	Situations et mouvements (b)			
	A	B	C	D
Rubriques (a)	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice (c)
Provisions réglementées	73 961.92			73 961.92
Provisions pour litige	9 446.11			9 446.11
Provisions pour risques	298 659.19	397 007.47	242 875.24	452 791.42
Provisions pour charges (PIDR)	1 146 504	240 132	196 546	1 190 090
<b>Total</b>	<b>1 528 571.22</b>	<b>637 139.47</b>	<b>439 421.24</b>	<b>1 726 289.45</b>

#### 6.6.1 Aménagement du cadre général- Augmentations (colonne B)

Augmentations (dotations) de l'exercice	Ventilation des dotations		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées			
Provisions pour litige			
Provisions pour risques	397 007.47		
Provisions pour charges (PIDR)	240 132		
<b>Total</b>	<b>637 139.47</b>		

## 6.6.2 Aménagement du cadre général - Diminutions (colonne C)

Diminutions (reprises) de l'exercice	Ventilation des diminutions (reprises)		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées			
Provisions pour risques	242 875.24		
Provisions pour charges (PIDR)	196 546		
<b>Total</b>	<b>439 421.24</b>		

## 6.7 Provision pour risques et charges

	Montant au début de l'exercice (a)	Constitution par fonds propres	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reprises par fonds propres	Montant à la fin de l'exercice (b)
Provisions pour risques	308 105.30	0	397 007.47	242 875.24			462 237.53
Provisions pour charges (PIDR)	1 146 504	0	240 132	65 795	130 751	0	1 190 090
<b>Total</b>	<b>1 454 609.3</b>	<b>0</b>	<b>637 139.47</b>	<b>308 670.24</b>	<b>130 751</b>	<b>0</b>	<b>1 652 327.53</b>

### 6.7.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	1 190 090		1 190 090
Engagements de pension à d'anciens dirigeants	0	0	0

Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salaires partis en retraite	0	0	0
---	---	---	---

Notre entité provisionne (non déductible) ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après :

- Un régime d'indemnités de départ à la retraite.

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes,

- Selon la recommandation ANC n°2013-02, dans ce cadre, nous avons opté pour :

La méthode 1 (application des dispositions de l'Annexe 1 de la Reco ANC n°2013-02) qui reprend pour l'essentiel la Recommandation CNC n°2003-R.01 ;

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- Age de départ à la retraite présumé (le cas échéant par catégorie), 64 ans
- taux d'actualisation : 3.10% / 3.10%,
- taux d'augmentation annuel des salaires : 2.5% / 1.8%,

Concernant la possibilité d'être présent à l'âge de départ en retraite, notre entité utilise pour la prise en compte du turnover (= de la probabilité de démission),

- Des statistiques propres,

Pour la prise en compte de la mortalité, le pourcentage de survie qui résulte des tables de mortalité officielles (INSEE) distinctes pour les hommes et les femmes.

Le % retenu de cotisations ou contributions à supporter par l'entité lors du versement des indemnités est de 54%.

## 6.7.2 Provisions pour médaille du travail

Néant.

## 6.7.3 Provisions pour reversement d'une subvention

Une provision pour reversement de subvention est comptabilisée dès qu'il apparaît probable qu'un ou plusieurs objectifs fixés dans la condition résolutoire ne pourront être atteints.

Non applicable.

## 6.8 Dettes

### 6.8.1 Emprunts et autres dettes assimilés

#### 6.8.1.1 Titres associatifs et assimilés

Non applicable.

#### 6.8.1.2 Partenaires - comptes courants

Non applicable.

### 6.8.2 Dettes des legs ou donations

Non applicable.

### 6.8.3 Précisions sur d'autres dettes

#### 6.8.3.1 Produits constatés d'avance

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice dans un compte « Produits comptabilisés d'avance ». Elle est répartie en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut prorata temporis.

Les produits constatés d'avance sont à zéro au 31 décembre 2024.

#### 6.8.3.2 Subventions à reverser

Non applicable

### 6.9 État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice

Créances <i>(a)</i>	Liquidité de l'actif			Dettes <i>(b)</i>	Échéances d'exigibilité du passif			
	Montant brut	Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an		Montant brut	Échéances à 1 an au plus	Échéances	
							à plus 1 an et 5 ans au plus	à plus 5 ans
Créances de l'actif immobilisé : Créances rattachées à des participations Prêts <i>(1)</i> Autres				Emprunts obligataires convertibles <i>(2)(3)</i> Autres emprunts obligataires <i>(2)(3)</i> Emprunts <i>(2) (3)</i> et dettes auprès des établissements de crédit <i>(3)</i> dont : - à 1 an au maximum à l'origine à plus de 1 an à l'origine	248 018			
Créances de l'actif circulant : Créances Clients et Comptes rattachés <b>Créances reçues par legs ou donations</b> Autres	93 364	93 364		Emprunts et dettes financières divers <i>(2) (3)</i> Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés <b>Dettes des legs ou donations</b> Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés Autres dettes <i>(3)</i> Produits constatés d'avance		67 718	146 372	33 927
Charges constatées d'avance	91 610	91 610			364 698	364 698		
					1 861 210	1 861 210		
					13 437	13 437		
<b>TOTAL</b>	<b>184 974</b>	<b>184 974</b>		<b>TOTAL</b>	<b>2 487 363</b>	<b>2 307 063</b>	<b>146 372</b>	<b>33 927</b>
<i>(1)</i> Prêts accordés en cours d'exercice Prêts récupérés en cours d'exercice				<i>(2)</i> Emprunts souscrits en cours d'exercice Emprunts remboursés en cours d'exercice <i>(3)</i> Dont ..... <b>garanties par des suretés réelles</b> (indication des postes concernés)	59 849			



## 7 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- présentation des produits d'exploitation (cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés) ;
- Présentation des charges (aides financières, reports en fonds dédiés) ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

### 7.1 Résultats par activité ou établissement

### 7.2 Passage du résultat comptable au résultat administratif (gestion sous contrôle de tiers financeurs) et autres informations sur les comptes des établissements sociaux et médico-sociaux

#### Tableau de passage entre les comptes annuels et les comptes administratifs 2024

##### Selon comptes annuels :

-Total des produits en comptabilité	15 036 541
-Total des charges en comptabilité	14 414 607
<b>Résultat bénéficiaire "gestion contrôlée" au 31/12/2024</b>	<b>621 934</b>

##### Charges à neutraliser

-Provision indemnité de départ en retraite	109 381
	109 381

##### Produits à neutraliser

-Provision indemnité de départ en retraite	65 795
	65 795

<b>=&gt; Résultat bénéficiaire selon "Comptes administratifs" au 31/12/2024</b>	<b>665 520</b>
<b>à affecter</b>	
<b>(tient compte de la variation congés payés)</b>	

### 7.3 Produits du compte de résultat

#### 7.3.1 Cotisations

##### 7.3.1.1 Cotisations sans contrepartie

Les cotisations sans contrepartie sont les cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur.

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

##### 7.3.1.2 Cotisations avec contrepartie

Non applicable.

### 7.3.2 Ventes de biens et de services

Les ventes de services concernent la participation financière des majeurs protégés, laquelle s'élève à 2 045 640€ pour 7074 mesures actives à la date du 31/12/2024.

#### 7.3.2.1 Ventes de prestations de services dont parrainages

Non applicable.

##### 7.3.2.1.1 Parrainage des entreprises

Non applicable.

### 7.3.3 Produits de tiers financeurs

#### 7.3.3.1 Concours publics et subventions d'exploitation

##### 7.3.3.1.1 Concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

Les concours publics s'élèvent à 12 417 692€.

##### 7.3.3.1.2 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutives. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire. Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « Reports en fonds dédiés » en contrepartie du passif « Fonds dédiés sur subvention d'exploitation ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « Provisions pour risques et charges »

La subvention d'exploitation pour les tuteurs familiaux s'élève à 10 000€.

#### 7.3.3.1.3 Tableau des subventions et concours publics

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics		12 417 692			
Subvention d'exploitation		10 000			
Subvention d'investissement					

#### 7.3.3.2 Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable

#### 7.3.3.3 Ressources liées à la générosité du public

Non applicable.

#### 7.3.3.4 Contributions financières

Une contribution financière reçue d'autres organismes est considérée comme un produit non lié à la générosité du public sauf si, par ex, une convention prévoit qu'une entité tierce reverse une quote-part de générosité du public de cette entité, auquel cas cette quote-part sera considérée comme des produits de la générosité du public.

Une contribution financière est un soutien facultatif octroyé par une autre entité. Ces contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens.

Les contributions financières ainsi définies sont comptabilisées à la signature de la convention d'octroi dans un compte de produits :

- D'exploitation si elles correspondent à une ressource relevant de l'activité courante de l'entité
- Exceptionnels si elles ne relèvent pas de l'activité courante de l'entité.

Non applicable.

### 7.3.4 Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges

Suite au décalage courant d'année 2025 des déménagements des sites de Waziers et Lomme, la reprise sur dépréciation des immobilisations d'élève à 49,8 k€.

### 7.3.5 Utilisations des fonds dédiés

La reprise sur les fonds dédiés s'élève à 36,8 k€.

### 7.3.6 Autres produits

Les autres produits sont constitués principalement par :

- la reprise sur la provision pour faute de gestion de 68 775€
- la reprise de provision liée au dégât des eaux de Valenciennes de 40 232€
- la reprise sur la provision congés payés pour les collaborateurs en arrêt maladie de 133 868€
- la reprise sur la provision IDR pour 65 795€
- des transferts de charges d'exploitation pour 135 932€

## 7.4 Charges du compte de résultat

### 7.4.1 Achats de marchandises et variation des stocks

Non applicable.

### 7.4.2 Autres Achats et charges externes

Le montant des autres charges externes s'élève à 1 917 843€.

### 7.4.3 Aides financières

Les aides financières comprennent les aides financières octroyées et les quotes-parts de générosité reversées.

Une aide financière est :

- soit une somme d'argent accordée à une personne physique à titre d'aide ou de secours ;
- soit une contribution financière facultative octroyée par une entité à une autre entité destinée à la réalisation d'actions ou d'investissements.

Ces sommes ou contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens.

Si l'entité (« collecteur reverseur »), qui assure la collecte en son nom, a le choix de l'entité bénéficiaire, ce versement est une aide financière. Si un accord ou une convention désigne expressément le bénéficiaire du reversement de tout ou partie de la collecte, ce versement est une quote-part de générosité du public reversée.

Si notre entité est « bénéficiaire » du reversement par un organisme agissant en son nom, les reversements reçus sont comptabilisés en produits « contributions financières » ou en quote-part de générosité du public reçue ».

Si notre entité agit comme organisme collecteur au nom d'un bénéficiaire, cette collecte et son reversement sont comptabilisés en compte de tiers.

Si notre entité bénéficie de versements d'un organisme mandaté par notre entité agissant au nom de notre entité, les montants reçus sont en produits en nature « Dons ».

Non applicable.

### 7.4.4 Impôts, taxes et versements assimilés

Le montant des impôts et taxes s'élève à 1 028 727€.

### 7.4.5 Salaires et traitements, charges sociales

Le montant global des salaires et traitements et charges sociales s'élève à 10 502 353€.

### 7.4.6 Dotations aux amortissements et aux dépréciations

Les dotations aux dépréciations se chiffrent à 407 584€.

### 7.4.7 Dotations aux provisions

Les dotations aux provisions concernent notamment :

- la dotation de la provision IDR à hauteur de 109 381€.
- la dotation de la provision pour faute de gestion de 25 115€.
- la dotation de la provision concernant des risques collaborateurs de 371 893€.

#### 7.4.8 Reports en fonds dédiés

Non applicable.

#### 7.4.9 Autres charges

### 7.5 Résultat Financier

Le résultat financier n'est pas significatif.

### 7.6 Résultat Exceptionnel

Le résultat exceptionnel est essentiellement constitué par la quote-part de subvention d'investissement inscrite au compte de résultat pour une valeur de 32 014€.

### 7.7 Contributions volontaires en nature du compte de résultat

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.

Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.

Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Notre entité n'est pas concernée par les contributions volontaires en nature.

#### 7.7.1 Contributions volontaires en nature (Produits) : informations détaillées

Notre entité n'est pas concernée par les contributions volontaires en nature.

##### 7.7.1.1 Bénévolat

Le bénévole est une personne qui s'engage librement pour mener une action non salariée en direction d'autrui, en dehors de son temps professionnel et familial (Avis du Conseil économique et social du 24 février 1993) et selon l'objet et les règles de l'entité auprès de laquelle le bénévole s'engage.

Le bénévolat informel (aide aux voisins, coups de main) est à distinguer du bénévolat formel qui s'exerce au sein d'une structure organisée.

Notre entité n'est pas concernée par le bénévolat.

### 7.7.2 Charges des Contributions volontaires en nature : informations détaillées

Non applicable.

## 7.8 Autres informations sur la nature, le montant et le traitement de certains produits et charges

### 7.8.1 Produits et charges afférents aux biens destinés à être cédés

Non applicable.

### 7.8.2 Apports ou affectation de biens en nature isolés ou de numéraire

Non applicable.

### 7.8.3 Montant détaillé des frais accessoire d'achat non enregistrés dans les comptes de charges par nature prévus à cet effet

Non applicable.

## 7.9 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat

Honoraires des commissaires aux comptes

—	— CAC 1	— CAC 2
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	41 400	
Au titre d'autres prestations		
<b>Honoraires totaux</b>	41 400	

### 7.10 Autres informations sur certaines contributions volontaires en nature non présentées aux pieds du compte de résultat

Non applicable.

## 8 Informations relatives à la fiscalité

Non applicable.

## 9 Opérations non habituelles ou non conclues à des conditions normales

Néant.

Contrepartie	Nature de la convention avec la Contrepartie	Montant des transactions avec la Contrepartie	Autres informations (ex poste des comptes) nécessaire à l'appréciation



--	--	--	--

## 10 Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants

### 10.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

Le montant total des « rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature » s'est élevé à 311k€ en 2024.

Ce montant est en pratique communiqué ici bien que son information soit normalement prévue dans le « compte financier » par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative « à l'engagement éducatif ».

### 10.2 Informations concernant les contributions volontaires non renseignées au pied du compte de résultat

Non applicable.

### 10.3 Libéralités acceptées par l'association pour lesquels un délai d'opposition administrative existe

Les dispositions entre vifs ou par testament au profit des établissements de santé, des établissements sociaux et médico-sociaux ou d'établissements d'utilité publique n'ont leur effet qu'autant qu'elles sont autorisées par arrêté du représentant de l'Etat dans le département.

Non applicable.

### 10.4 Passifs non comptabilisés

Non applicable.

## 11 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	25
Agents de maîtrise et Techniciens	
Employés	188
Ouvriers	
Total	213

## 12 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

### 12.1 Engagements financiers donnés et reçus

Nature d'engagements	Donnés	Reçus
Avals		
Cautionnements		
Garanties		
Créances cédées non échus		
Garanties d'actif et de passif		
Clauses de retour à meilleure fortune		
Engagements consentis l'égard d'entités liées		
Engagements en matière de pensions ou d'indemnités assimilées		
Engagements assortis de sûretés réelles		
Engagements pris fermes sur titres de capital et non-inscrits au bilan		
Engagements résultant de contrats qualifiés de « portage »		
Engagements consentis de manière conditionnelle		

#### 12.1.1 Les engagements de retraites et avantages assimilés

Notre entité comptabilise l'engagement retraite.

### 12.2 Engagements pris en matière de crédit-bail

Non applicable.

### 12.3 Autres opérations non inscrites au bilan

Non applicable.

## 13 Informations relatives aux opérations de nature spécifique (informations optionnelles et conditionnées à la réalisation de l'opération)

Non applicable.

## **14 Information sur l'absence d'obligations d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER)**

Notre entité n'est pas soumise aux obligations d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public visant les associations, fondations, fonds de dotation faisant appel à la générosité du public percevant des dons pour un montant supérieur à 153K€.